Louis GILL,
Économiste retraité de l'UQAM
1980

**“ L'économie capitaliste
en crise.
Quelques éléments d'explication ”**

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jmt_sociologue@videotron.ca

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Louis Gill, économiste québécois, retraité de l’UQAM

“ L'économie capitaliste en crise. Quelques éléments d'explication. ”

Une édition électronique réalisée à partir du texte de Louis Gill, “ **L'économie capitaliste en crise. Quelques éléments d'explication.** ”

Un article publié dans la revue **Interventions critiques en économie politique**, Montréal, no 5 (La crise), printemps-été 1980 (pp. 54 à 98).

Louis GILL était professeur au département de sciences économiques de l'UQAM. Spécialiste des économies socialistes, il a publié plusieurs ouvrages sur la théorie économique marxiste, l'économie internationale et les modèles de concertation.

gill.louis@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 27 juin 2003 à Chicoutimi, Québec.
Texte corrigé le 3 janvier 2005.

Table des matières

Introduction

1. [Le moteur du capitalisme : le profit](#)
2. [Concentration du capital et monopolisation](#)
3. [Substitution de machinerie à la force de travail](#)
4. [Chômage chronique et inévitable](#)
5. [Production capitaliste et taux de profit](#)
6. [Déséquilibre entre production et consommation](#)
7. [Les crises](#)
8. [Inflation, récessions et la politique économique des gouvernements](#)

[L'objectif de la politique capitaliste assurer une croissance économique soutenue et sans crises.](#)

9. [L'origine de l'inflation.](#)
10. [Le rôle des monopoles](#)
11. [Inflation et salaires](#)
12. [Dépenses gouvernementales, déficit budgétaire et dette publique](#) : les outils keynésiens
13. [Coexistence du chômage et de l'inflation](#)
14. [Le verdict du FMI](#) : « L'économie mondiale ressemble à un navire à la dérive »
15. [L'action politique des travailleurs est nécessaire](#)

“L’économie capitaliste en crise. Quelques éléments d’explication” (1980)

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

La version initiale du présent texte a été rédigée en janvier 75 à la demande du Secrétariat d'Action Politique de la CSN. Elle a été rédigée comme texte pédagogique pour fin d'utilisation dans le cadre des Colloques régionaux d'action politique organisés avec la participation de la CEQ au printemps 75. Un comité conjoint CSN-CEQ a adopté une version légèrement révisée de ce texte initial dont on prévoyait qu'il soit par la suite utilisé dans le cadre de programmes de formation de syndiqués au niveau de la CSN. Le secrétariat d'action politique de la CSN avait alors prévu à cet effet la production d'acétates permettant une distribution plus large et moins livresque de son contenu ; en cours de réalisation, ce projet a finalement été abandonné. Diverses tranches du contenu de cette version initiale mise à jour et améliorée ont été intégrées dans la deuxième partie de mon livre « L'économie capitaliste : une analyse marxiste », publiée en janvier 79 par les Presses Socialistes Internationales. La présente version reprend le schéma de la version initiale avec quelques modifications, ajouts et mises à jour en particulier des données statistiques qui n'allaient pas au delà de 19 74 dans la version initiale. Elle vise essentiellement à conserver la nature pédagogique de l'exposé dont le but est de mettre à la portée du plus grand nombre la compréhension du phénomène fort complexe de l'accumulation et des crises capitalistes.

De nombreuses questions y sont donc, par la force des choses, présentées sous une forme relativement sommaire. D'autres ont dû être laissées entièrement de côté. C'est le cas, par exemple, de l'analyse de diverses formes du crédit, des dépenses improductives de l'État et des coupures de budget imposées par les crises et enfin du rôle clef que jouent les dépenses militaires dans l'économie mondiale du 20e siècle. Ces questions sont l'objet d'un traitement

plus élaboré dans l'ouvrage déjà cité et le lecteur intéressé est invité à s'y référer, en particulier le chapitre 1 « L'accumulation du capital », le chapitre 6 « La tendance à la baisse du taux de profit », le chapitre 7 « Les crises », et le chapitre 8 « Forces productives et déclin du capitalisme ».

* * *

Pourquoi passe-t-on de crise en crise ou de récession en récession ? Pourquoi notre pouvoir d'achat se détériore-t-il continuellement ? Comment se fait-il que l'inflation, phénomène désormais permanent, persiste à un taux de 10 % au Canada en 79 alors que le taux de chômage est près de 8 % au Canada et de 11 % au Québec ? Pourquoi des centaines de milliers de travailleurs à travers le monde sont-ils victimes de mises à pied ? Pourquoi l'État n'intervient-il pas en faveur des travailleurs pour empêcher qu'ils ne soient écartés de leur emploi comme on jetterait de vieux meubles ? La période actuelle est-elle différente des autres qui l'ont précédée ? Pourquoi l'économie mondiale s'engage-t-elle en 1980 dans une nouvelle récession sans être jamais parvenue à sortir véritablement de la crise déclenchée en 74-75 ? Enfin, est-il concevable, en régime capitaliste, d'espérer connaître une croissance économique soutenue dont tous pourraient profiter ?

Voilà autant de questions que chacun se pose avec raison, et bien d'autres encore. Pourtant bien peu d'analyses et d'explications cohérentes de ces phénomènes complexes sont fournies aux travailleurs. Les politiciens capitalistes et leurs économistes, en tant que défenseurs du système, entretiennent la confusion et continuent à rendre encore plus difficile la compréhension de ces phénomènes en fournissant des explications ad hoc, le plus souvent de nature à justifier le système, et en proposant des soi-disant remèdes qui ne sont toujours que des mesures de mauvais rapiéçage.

Rares sont les analyses qui s'attaquent aux racines véritables du problème, qui vont chercher dans les principes mêmes du fonctionnement du capitalisme, les explications des problèmes auxquels il donne lieu et que nous vivons tous les jours. Il est normal d'ailleurs que les défenseurs du système se refusent à une telle démarche. Ce serait pour eux marcher au suicide. Leur intérêt est ailleurs. Mieux vaut pour eux d'expliquer que les graves problèmes de l'heure ne sont qu'un incident de parcours, de nature conjoncturelle, ou un phénomène international imposé de l'extérieur et sur lequel nous n'avons aucun contrôle. Il est ensuite facile d'en attribuer la responsabilité à un bouc

émissaire comme « les arabes ¹ », qui auraient brisé les règles du jeu en augmentant le prix du pétrole, ou encore aux travailleurs qui revendiqueraient trop et dont les grèves nuiraient à l'économie. Mieux vaut pour eux également de proposer des mesures qui font inmanquablement porter sur les travailleurs le fardeau de la reprise économique au nom de l'intérêt national, sous prétexte que tout le monde a sa part de responsabilité dans la situation actuelle et que tous, par conséquent, doivent se serrer la ceinture.

Pour comprendre les phénomènes, les manifestations du régime économique capitaliste (chômage, inflation, mises à pied, croissance, expansion, crises, dépressions, récessions), leur raison d'être, il faut aller au-delà de ces phénomènes de surface, au-delà de ce qu'on voit tous les jours et viser à comprendre les fondements du système capitaliste, ce qui lui est propre, ce qui le différencie des autres et ce qui détermine son fonctionnement. C'est seulement de cette manière que nous pourrions savoir s'il est vrai ou faux, par exemple, qu'on peut se débarrasser du chômage ou de l'inflation, des crises, ou de tous les maux qui nous accablent, en restant à l'intérieur du régime capitaliste. Si on arrive à la conclusion qu'on ne peut se débarrasser de ces fléaux, qu'ils sont une conséquence inévitable du système, alors nous saurons que ce que nous chantent les défenseurs du régime n'est que du mensonge ; nous saurons aussi qu'il nous est indispensable de nous organiser en vue de conquérir le pouvoir politique et de travailler à la construction d'une autre société correspondant mieux à nos aspirations.

“L’économie capitaliste en crise. Quelques éléments d’explication” (1980)

1. Le moteur du capitalisme : le profit

[Retour à la table des matières](#)

En économie capitaliste, les moyens de production (machinerie, outillage, équipement, bâtiments) sont propriété privée. En cela l'économie capitaliste ne

¹ Terme péjoratif caractérisant en fait tous les pays exportateurs de pétrole mais démontrant bien vers qui l'agressivité est dirigée afin de mieux conditionner les gens à une éventuelle intervention militaire au Moyen Orient.

se distingue pas des sociétés précapitalistes où prévalait également la propriété privée. Ce qui la distingue par contre c'est que cette propriété, ou du moins le contrôle total des moyens de production, est le privilège exclusif d'une classe, celle des capitalistes. Les travailleurs de leur côté ne possèdent pas de moyens de production². Ils ne possèdent en somme que leurs muscles, leur intelligence, leur adresse, leur disponibilité, en un mot leur *force de travail*. Le travailleur n'a comme seule ressource, seule possibilité de survivre que la vente de cette force de travail sur le marché du travail qu'il échange au capitaliste contre un salaire.

Le capitaliste, lui, possède du capital, dont une partie se présente sous la forme de moyens de production, et l'autre sert à acheter la force de travail, c'est-à-dire à payer des salaires aux travailleurs.

Lorsque le capitaliste emploie le travailleur, il le fait en vue de réaliser un profit. En fait, *la seule source de son profit* est précisément cette marchandise qu'est la force de travail du travailleur. La véritable utilité de la force de travail pour le capitaliste n'est donc pas de produire telle ou telle marchandise mais de lui permettre, par la production de cette marchandise, d'obtenir un profit en vue d'accroître son capital. La preuve en est simple : en effet dès le moment où il n'y a plus de possibilité de profit, le travailleur est mis à la porte. *Le stimulant, l'aiguillon de la production capitaliste, c'est le profit* et non pas la satisfaction des besoins. Le capitaliste se fiche pas mal de produire des manteaux d'hiver ou des automobiles, il investit son capital là où ça paye le plus, là où le taux de profit est le plus élevé.

Du profit qu'il reçoit, le capitaliste en consomme une partie, et l'autre partie est réinvestie ou accumulée.

La transformation du profit en nouveau capital (le réinvestissement du profit), voilà ce qu'on appelle *l'accumulation du capital*. Ce nouveau capital servira à acheter de nouveaux moyens de production et à embaucher de nouveaux travailleurs (création d'emplois) élargissant ainsi l'échelle de production en vue d'obtenir des profits encore plus élevés. *L'accumulation du capital et non pas la satisfaction des besoins, est le propre de la production capitaliste ; c'est son but spécifique. Le profit en est la base, l'aiguillon.*

² Bien sûr, certains travailleurs peuvent posséder quelques parts en bourse et même retirer des dividendes, mais cela ne leur donne aucun pouvoir, aucun contrôle sur les moyens de production. Bien au contraire, les petites sommes que plusieurs travailleurs parviennent ainsi à placer, le plus souvent dans le but d'épargner quelques dollars, en s'ajoutant les unes aux autres, constituent des sommes importantes qui sont mises au service des capitalistes. Ceux-ci en disposent volontiers et peuvent ainsi encore mieux asseoir leur domination sur la classe ouvrière à même ses propres épargnes.

Chaque capitaliste individuel est soumis aux exigences de l'accumulation du capital, on peut même dire qu'il personnifie le capital. Il peut toujours décider de se retirer comme individu et cesser de fonctionner en tant que capitaliste, cela n'empêchera pas le mouvement d'accumulation du capital ; il sera facilement remplacé par un autre.

Ce qui se passe dans l'économie capitaliste n'est donc pas dû à l'action de tel ou tel capitaliste individuel mais à l'action des lois du capitalisme qui s'imposent à tout capitaliste quel qu'il soit.

“L’économie capitaliste en crise. Quelques éléments d’explication” (1980)

2. Concentration du capital et monopolisation

[Retour à la table des matières](#)

L'accumulation du capital place les capitalistes en concurrence les uns avec les autres. Dans leurs efforts en vue de s'approprier la bonne part du gâteau, ils se livrent une lutte sans merci et les moins forts s'en trouvent éliminés. Il s'ensuit une concentration et une centralisation du capital de sorte que des masses de plus en plus grandes de capital sont contrôlés par un nombre de plus en plus petit de gros capitalistes. À titre d'exemples :

1. Le rapport Gray en 1971 prédisait qu'au rythme où la concentration continue d'augmenter, plus de 50 % de la production capitaliste mondiale serait assurée par environ 300 grandes corporations multinationales avant l'an 2000. 2. Dans l'industrie manufacturière canadienne, 80 % des expéditions totales étaient assurées par 12 entreprises ou moins dans 43,2 % des industries en 1948 et dans 41,2 % des industries en 1965. Les 54 sociétés manufacturières les plus importantes de 1958 détenaient 38 % des actifs de l'ensemble des sociétés manufacturières. Ce chiffre passe à 40,1 % en 1965. (Source : *Concentration dans les industries manufacturières du Canada*. Ministère de la Consommation et Corporations. Ottawa, 1971) ³.

³ N.D.L.D. Selon la Commission Bryce, les 100 plus grandes entreprises non financières détenaient 35 % de l'actif total et faisaient 28 % des ventes en 1975 au Canada.

3. Dans le secteur bancaire et financier au Canada, les 5 plus grandes banques à charte possédaient 44 % des actifs totaux en 1880, 83 % en 1940 et 93 % en 1969. Les 4 plus grandes compagnies de fiducie possédaient 43 % des actifs totaux en 1926, et 54 % en 1968. (Source : *Financial Post*, 11-3-72)⁴.

C'est l'évolution normale du capital qui conduit l'économie vers une situation où la plupart des secteurs-clefs sont dominés par quelques monopoles. Souhaiter le contraire ne serait qu'une vaine illusion.

Abonnements

L'importance des abonnements pour une revue n'est plus à souligner ; sa stabilité financière en dépend fortement. Aussi, en prenant un abonnement annuel à \$10.00 pour trois numéros ou un abonnement de soutien de \$ 15.00 (si vous le pouvez), vous nous apportez plus qu'une simple contribution financière vous contribuez directement à la réalisation de la revue et de ses objectifs.

⁴ N.D.L.D. Au 31 déc. 1979, les 5 plus grandes banques détenaient 90 % des actifs totaux.

Tableau 1
Niveaux de concentration
pour les 9 plus importantes industries manufacturières
canadiennes en 1972

% de la valeur totale des expéditions du secteur obtenue par :	les 4 plus grandes entreprises	les 8 plus grandes entreprises	les 20 plus grandes entreprises
- Pâtes et papier	34,4	52,5	80,1
- Fer et acier	77,7	90,7	98,5
- Véhicules moteurs	n.d.	98,1	
- Pièces et accessoires pour véhicules moteurs	48,8	64,8	79,6
- Scieries	18,2	27,7	43
- Matériels et appareils divers	12,5	21,7	36,5
- Raffinage du pétrole	73,7	94,6	—
- Abattage et préparation de viande	53,9	62	72,9
- Produits laitiers	33	45,8	62,2

Source : Commission Royale d'Enquête sur le groupement de sociétés.

“L’économie capitaliste en crise. Quelques éléments d’explication” (1980)

3. Substitution de machinerie à la force de travail

[Retour à la table des matières](#)

Dans le cours de l'accumulation, les capitalistes tendent à mécaniser de plus en plus leur production, à utiliser les techniques les plus modernes et les plus productives en vue de s'assurer les meilleures chances de profit. Cela les amène à substituer de la machinerie à la force de travail. Avec de meilleures machines, il faut en effet moins d'hommes pour produire plus. Cela entraîne, comme on le sait des mises à pied ; mais cet aspect du problème ne préoccupe pas le capitaliste dont le seul motif est le profit. Du point de vue de l'accumulation du capital, cette substitution signifie qu'une part de plus en plus importante du nouveau capital sera consacrée à l'achat de nouveaux moyens

de production et une part relativement de plus en plus faible à l'achat de force de travail. Dans le jargon de tous les jours, cela veut dire que le coût (en investissement) de *création d'un nouvel emploi* s'accroît graduellement. Selon Le Devoir du 17 décembre 1974, le coût de création d'un nouvel emploi au Québec est passé de \$ 44 000 à \$ 85 000 entre 1973 et 1974. Même en tenant compte de l'inflation lorsqu'on compare ces chiffres, cette augmentation de près de 100 % est considérablement plus élevée que l'augmentation des salaires correspondants, même si on fixait celle-ci (généreusement) à 10 % ou 15 % entre 1973 et 1974.

En supposant que le salaire du nouvel emploi créé par l'investissement de \$ 44 000 en 1973 était de \$ 11 000, la mise de fonds totale par nouvel emploi créé, ou l'accumulation totale de nouveau capital, était de $\$ 44\,000 + \$ 11\,000 = \$ 55\,000$, dont 115 ou 20 % sous forme de salaires et 4/5 ou 80 % sous forme de moyens de production.

En supposant maintenant que les salaires sont de 10 % plus élevés en 1974, c'est-à-dire \$ 12 000, la mise de fonds totale par nouvel emploi créé est maintenant de $\$ 12\,000 + \$ 85\,000 = \$ 97\,000$ dont un peu moins de 12,5 % sous forme de salaires (comparativement à 20 % en 1973) et un peu plus de 87,5 % sous forme de moyens de production (comparativement à 80 % en 1973).

“L’économie capitaliste en crise. Quelques éléments d’explication” (1980)

4. Chômage chronique et inévitable

[Retour à la table des matières](#)

Ce sont, bien sûr, de telles considérations relatives au coût élevé de la création d'emplois qui servent à justifier l'octroi de subventions gouvernementales aux grandes corporations pour les inciter à investir au Québec. Cela, tout le monde le sait. Ce qu'on sait moins, c'est que le processus normal de l'accumulation du capital qui consiste, comme on vient de le voir, à consacrer une part relative de plus en plus importante à l'achat de moyens de production (de 80 % en 1973 à 87,5 % en 1974) et de moins en moins importante à l'embauche de nouveaux travailleurs (de 20 % en 1973 à 12,5 % en 1974), conduit directement à rejeter dans les rangs des sans-emploi une masse grandissante de travailleurs qui constituent une *surpopulation relative* (chômeurs,

assistés sociaux). En d'autres termes, la masse totale de capital à engager pour créer un nouvel emploi devient de plus en plus grande et il devient, par conséquent, de plus en plus difficile d'assurer un niveau d'emploi qui augmente au même rythme que la quantité de main-d'œuvre à la recherche de travail. Ces travailleurs « en surplus » ne peuvent se trouver d'emploi, non pas parce que les besoins de la population sont saturés et qu'on produit trop de richesses, mais bien parce que le capital ne peut les employer d'une façon *rentable*, et l'expansion du capital ne peut se faire que si elle est rentable.

Il s'agit bien d'une surpopulation *relative* et non pas d'une surpopulation *véritabre ou absolue*. Dans tous les pays capitalistes, il existe une partie de la population qui est condamnée à rester sans emploi à cause des exigences de l'accumulation du capital. Cette population n'est pas de trop, elle est tout simplement *de trop par rapport aux besoins du capital*.

Voilà pourquoi le chômage est inévitable en régime capitaliste. En même temps, cette partie de la population qui est de « trop » joue un rôle de premier plan. Elle constitue un réservoir de main-d'œuvre où les capitalistes peuvent puiser quand ils en ont besoin (grandes vagues d'investissement, par exemple) indépendamment de l'accroissement naturel de la population. Elle forme une véritable « *armée de réserve industrielle* », selon l'expression de Marx. Elle contribue aussi à exercer une pression à la baisse sur les salaires des travailleurs qui ont un emploi et à tempérer leur militantisme par la menace continue d'être remplacés par des hommes qui ne demandent qu'à obtenir un emploi. En effet, plus le nombre de travailleurs sans emploi est grand, plus les capitalistes peuvent faire du chantage auprès de ceux qui ont un emploi dans le genre suivant : « Si vous n'êtes pas contents, on a une liste d'attente longue comme ça ! » Plus les capitalistes peuvent également, pendant des grèves qu'ils laissent pourrir, recourir à des scabs disponibles en grand nombre et poursuivre leurs opérations. La surpopulation ouvrière, produite par l'accumulation, devient à son tour « le levier le plus puissant de l'accumulation, une condition d'existence de la production capitaliste ».

L'ampleur du chômage est d'ailleurs nettement supérieure aux chiffres officiels du chômage donnés mensuellement par Statistique Canada. En effet, n'est considéré comme chômeur, par Statistique Canada, que celui qui n'a pas d'emploi *et qui en cherche un*. Cela exclut : 1. les travailleurs en chômage « déguisé », c'est-à-dire ceux qui remplissent des tâches non nécessaires ou qui font à plusieurs le travail d'un homme (par exemple de nombreux travailleurs dans l'agriculture faute d'une politique agricole gouvernementale)

2. les personnes qui, faute de pouvoir se trouver un travail à plein temps, travaillent involontairement à temps partiel, irrégulièrement (par exemple des travaux d'appoint à domicile)

3. les travailleurs découragés qui ne s'inscrivent plus dans les centres de main-d'œuvre et ne sont donc plus considérés comme chômeurs

4. les travailleurs en recyclage.

Si on corrigeait les taux officiels de chômage pour tenir compte de tous ces éléments, les taux réels ainsi obtenus seraient facilement de 50 % à 100 % plus élevés que les taux officiels.

Selon la revue américaine « Dollars and Sense », en effectuant les corrections appropriées sur le taux officiel de chômage de 5,8 % pour septembre 74 aux États-Unis, on obtient un taux réel de 11,8 %, c'est-à-dire le double. (Dollars and Sense, nov. 74, p. 13)

“L’économie capitaliste en crise. Quelques éléments d'explication” (1980)

5. Production capitaliste et taux de profit

[Retour à la table des matières](#)

Le taux de profit est défini comme le rapport du profit réalisé au capital total engagé :

$$\text{taux de profit} = \text{profit} / \text{capital}$$

Par exemple, si le capitaliste investit \$ 1 000 000 et qu'il réalise un profit de \$ 100 000 son taux de profit est de 10 %.

À mesure que le capital augmente, il faudrait normalement que le profit réalisé augmente au moins dans les mêmes proportions que le capital si le capitaliste veut que son taux de profit se maintienne. Si son capital augmente par exemple de 20 % (nouvelle machinerie, nouvel outillage, main-d'œuvre supplémentaire, etc.) pour atteindre une valeur de \$ 1 200 000, il faudra que

bon profit augmente aussi de 20 %, et atteigne \$ 120 000 pour que son taux de profit se maintienne à 10 %.

Mais à mesure que le capital s'accumule, cela devient de plus en plus difficile. En effet, comme nous l'avons vu, à mesure que le capital s'élargit, la part du capital affectée à l'embauche de main-d'œuvre supplémentaire devient de moins en moins importante par rapport à la part consacrée à l'achat de nouveaux moyens de production. C'est le phénomène qui est à l'origine de la surpopulation relative. Ça n'est pas quelque chose qui peut être changé dans le cadre du système capitaliste. C'est quelque chose d'inhérent au capitalisme. Poussés par la concurrence, les capitalistes sont forcés d'effectuer continuellement de tels changements pour conquérir leur part du gâteau. Mais la force de travail est justement pour le capitaliste, sa seule source de profit (voir plus haut) et son importance relative diminue à mesure que des machines lui sont substituées. Il s'ensuit donc une *tendance à la baisse du taux de profit*. Bien entendu les capitalistes n'assistent pas passivement à cette baisse. Ils tentent par tous les moyens de la combattre et parviennent souvent à renverser le mouvement à court terme. D'abord, par le seul fait d'utiliser des techniques plus perfectionnées, ils visent à augmenter la productivité du travail. Mais ils le font aussi en réorganisant continuellement le travail en vue d'en tirer le rendement le plus élevé possible. (Augmentation des cadences, de l'intensité du travail, rémunération au rendement, etc., autant de points qui ont fait et qui continuent de faire l'objet de batailles syndicales.).

Cette tendance à la baisse du taux de profit est un fait reconnu même par les économistes bourgeois les plus célèbres (cf. *Business Week*, 14 décembre 1974, p. 71). Bien entendu, ils ne l'invoquent pas pour les mêmes motifs. Ils en parlent plutôt pour démontrer la soi-disant situation précaire des entreprises capitalistes et la nécessité d'une intervention de l'État en vue de leur assurer de meilleurs avantages fiscaux, des subventions, une législation ouvrière plus contraignante pour les travailleurs, etc. Cette tendance à la baisse du taux de profit est une menace pour l'économie capitaliste. En effet, que fera le capitaliste si le taux de profit qu'il peut obtenir est trop bas pour justifier l'investissement ? Il refusera tout simplement d'investir et une partie du capital ne sera pas utilisée. Il y aura *suraccumulation du capital* de même qu'il y aura surpopulation relative, et cela pour les mêmes raisons.

Que signifie cette suraccumulation du capital ? Cela ne signifie certainement pas qu'il y a surabondance de moyens de production par rapport aux besoins de la population, mais bien qu'il y a *surabondance de moyens de production par rapport aux besoins de rentabilité du capital*. Encore une fois, l'expansion du capital ne peut se faire que si elle est rentable. La production capitaliste n'est pas une production orientée vers la satisfaction des besoins mais plutôt vers la valorisation, l'accroissement du capital. Dans ce contexte, les moyens de production continuellement élargis, au lieu de servir à

l'élimination de la misère des masses, servent à valoriser, à accroître le capital pendant qu'augmente le nombre de, chômeurs et d'assistés sociaux. En somme la véritable barrière de la production capitaliste c'est le capital lui-même. En d'autres termes :

***LE MOYEN** : LE DÉVELOPPEMENT DE LA
PRODUCTIVITÉ SOCIALE OU L'ÉLARGISSEMENT
DE LA CAPACITÉ DE PRODUCTION DE L'ÉCONOMIE*
entre en conflit avec

***LA FIN** : LA VALORISATION ET L'ACCROISSEMENT
DU CAPITAL*

Telle est la situation en économie capitaliste. En économie socialiste, au contraire, les moyens de production sont utilisés en vue de répondre aux besoins de la population. La décision d'utiliser et de perfectionner ces moyens de production ne dépend pas de critères de rentabilité de telle ou telle entreprise. La production n'est pas soumise aux exigences du développement du capital mais à la satisfaction des besoins de la population.

***LE MOYEN** : LE DÉVELOPPEMENT
DE LA PRODUCTIVITÉ SOCIALE*
n'entre plus en conflit avec

***LA FIN** : LA SATISFACTION DES BESOINS
DE LA POPULATION*

“L’économie capitaliste en crise. Quelques éléments d’explication” (1980)

6. Déséquilibre entre production et consommation

[Retour à la table des matières](#)

Le phénomène de la suraccumulation du capital peut être compris également sous un autre angle.

Il ne faut jamais oublier que l'obtention d'un profit et la reconversion d'une partie de ce profit en capital (accumulation) est le but spécifique de la production capitaliste. Pour le capitaliste donc, l'utilité véritable de la force de travail est de produire pour lui des marchandises qu'il vendra et qui lui permettront de réaliser son profit. Mais justement il faut qu'il puisse vendre ces marchandises, les écouler, afin de réaliser ce profit. Si cette vente n'a pas lieu ou si elle doit se faire à des prix inférieurs à la valeur des marchandises, alors le capitaliste ne réalisera pas son plein profit. En somme, il y a d'une part les conditions de la production des marchandises qui contiennent en elles un profit potentiel, et les conditions de la consommation sociale de ces marchandises qui détermineront si le profit peut effectivement être réalisé.

Les conditions de la production dépendent de l'état de la force productive de la société. Elles dépendent en somme du niveau de la technique et de l'organisation de la production. Les conditions de la consommation, elles, dépendent de rapports de distribution, c'est-à-dire de la façon dont est réparti le pouvoir d'achat dans l'économie, ces rapports de distribution étant le reflet au niveau de la distribution des rapports de domination et d'exploitation établis au niveau de la production. On sait que les lois de l'accumulation forcent les capitalistes 1° à rechercher le profit le plus élevé possible, 2° à reconvertir une partie de ce profit en nouveaux moyens de production toujours plus efficaces.

Cela a pour effet 1° d'élargir continuellement la capacité de production, 2° de réduire en même temps la capacité de consommation de la grande masse de la population ; cette capacité de consommation est justement limitée par les efforts que font les capitalistes en vue d'accumuler.

En somme, plus *la capacité de production se développe, plus elle entre en conflit avec la capacité limitée de consommation*. Le système s'efforce de pallier cette contradiction d'une part en recherchant une extension des marchés, d'autre part en développant le *crédit à la consommation*. Mais cela ne règle pas le problème du régime, loin de là, et encore moins de ceux pour qui le crédit à la consommation entraîne un endettement croissant, des revenus futurs hypothéqués sans compter les énormes charges d'intérêt. Au Canada, le crédit à la consommation passait de 8,4 % du PNB en 1961 à 11,6 % en 1976 ⁵. En dollars, il représentait près de \$ 25 milliards en 1977. Ce déséquilibre entre production et consommation est l'expression, au niveau du marché, du phénomène de la suraccumulation du capital, c'est-à-dire du capital maintenu oisif, parce que le profit qu'il permettrait de dégager est trop bas pour qu'il soit mis en oeuvre.

La conséquence immédiate en est la sous-utilisation chronique des capacités de production, la mise en veilleuse d'une partie du capital. L'excès de capital jumelé à une surpopulation relative constitue une situation de *stagnation* caractéristique de la production capitaliste. Les chiffres des tableaux suivants sur les taux d'utilisation des capacités de production et les taux de chômage pour le Canada, les États-Unis et les autres grands pays industrialisés en témoignent.

En économie capitaliste, la production stagne, non pas quand la satisfaction des besoins l'impose, mais quand la production et la réalisation du profit l'exigent

⁵ N.D.L.D. L'encours du crédit à la consommation est passé de 17 % du revenu disponible des ménages qu'il était en 1964 à 21,7 % en 1978.

Tableau 2 <i>Taux de chômage et utilisation des capacités dans l'industrie manufacturière.</i> <i>Principaux pays industrialisés</i> <i>1964-1973 et 1976-1977</i>								
	taux d'utilisation de la capacité de la production manufacturière				taux de chômage			
	Moyenne 1964-73	Moyenne 1974-78	1978	1979	Moyenne 1964-73	Moyenne 1974-78	1978	1979*
États-Unis	85.5	80.5	84.4	85.9	4.4	6.8	5.9	5.6
Japon	92.6	85.9	86.4	92.3	1.2	1.9	2.2	2.1
Allemagne	86.4	80.0	81.3	85.0	0.7	3.2	3.5	3.1
France	84.8	82.7	83.6	85.2	2.2	4.3	5.2	5.9
Royaume-Uni	45.0	32	35	44	3.1	4.9	6.1	5.8
Canada	87.0	85.5	86.1	86.4	4.9	7.1	8.3	7.6
Italie	78.5	73.2	73.1	75.2	5.5	6.4	7.2	7.7
* Données pour les trois premiers trimestres								
** À partir de janvier 1977, la méthode de calcul du taux de chômage en Italie fut modifiée.								
*** Pourcentage des entreprises fonctionnant au maximum de leur capacité								
Sources : Perspectives économiques, OCDE, 26 décembre 1979								

“L’économie capitaliste en crise. Quelques éléments d’explication” (1980)

7. Les crises

[Retour à la table des matières](#)

Une crise économique est essentiellement une chute de l'expansion de la production, un freinage de l'accumulation du capital ou, en d'autres termes, une baisse considérable des investissements du fait de leur trop faible rentabilité. Les chiffres suivants de l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique, regroupant les 24 pays industrialisés les plus puissants du monde capitaliste) font clairement ressortir le caractère mondial de la crise de 1974-75 par la chute de la production industrielle dans l'ensemble des principaux pays capitalistes industrialisés. Cette chute généralisée, qui situe à l'automne de 1974 le début de la crise de 1974-75, s'est poursuivie par après jusqu'au printemps 1975.

Tableau 3

*Réduction de la production industrielle du 4e trimestre 1974
par rapport au trimestre précédent*

États-Unis	- 3, %
Canada	- 1,5 %
Japon	- 5, %
France	- 6,5 %
Italie	- 7,5 %
République fédérale allemande	- 2,5 %
Grande Bretagne	- 2,5 %
Ensemble de l'OCDE	- 3,5 %

Note : Du début de 1974 à la fin de 1975, la production des pays de l'OCDE diminue de 13 % et le commerce international diminue de 10

Source: OCDE

En 1929, la plus grave crise que le monde capitaliste ait jamais connue avait plongé l'économie mondiale dans une longue dépression, entraînant une baisse draconienne de la production industrielle et du commerce mondial comme le démontrent les chiffres suivants. Des taux de chômage sans précédent étaient aussi provoqués par cette crise. On comptait en 1932, 14 millions de chômeurs aux États-Unis seulement.

Tableau 4

*Production industrielle
1929 = 100*

	Europe	États-Unis
1929	100	100
1930	91.9	87.7
1931	80.5	68.1
1932	71.7	52.7
1933	78	62.7

Tableau 5

*Commerce extérieur mondial
(en milliards de dollars)*

	1929	1930	1931	1932	1933
Importations	35.6	29.8	20.8	14.0	12.5
Exportations	33.0	26.5	18.9	12.9	11.7

Source: S.D.N.

* * *

Comme on le sait, ce sont le profit et le taux de profit qui décident de la contraction ou de l'expansion de la production capitaliste. Périodiquement, le capitalisme se heurte à des barrières, une fois atteint un certain degré d'expansion qui entraîne un déclin de la rentabilité en raison de la tendance à la baisse du taux de profit, inhérente au système. La crise est donc déclenchée dès que l'expansion de la production est freinée par une rentabilité insuffisante. L'expansion recommencera lorsque seront rétablies les conditions de rentabilité suffisantes pour mettre un terme à la stagnation. Les conditions d'une rentabilité restaurée exigent une dépréciation des éléments du capital et une restructuration du capital. *C'est le rôle de la crise et de la dépression qui la suit de créer ces conditions favorables à une reprise de l'accumulation du capital.*

En général, même si la crise est provoquée par une conjoncture d'ensemble, elle démarre dans des industries spécifiques, pour se propager ensuite à l'ensemble de l'économie. Même si l'impulsion de la crise de 1974-1975 est à rechercher dans la situation mondiale du pétrole ⁶, des matières premières et des biens d'alimentation, elle a véritablement été déclenchée dans les industries de l'automobile et des biens durables, ainsi que dans la construction domiciliaire, la diminution de la production d'automobiles entre autres, variant de 25 % à 35 % pour les principaux pays producteurs (sauf le Japon, 7 %).

⁶ À l'automne 1973, les pays de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole) quadruplent le prix du pétrole, provoquant une hausse de l'indice des prix de gros, suivie de près par une hausse de l'indice des prix à la consommation. L'augmentation de l'IPC en '74 dépasse le taux de 10 % dans tous les pays industrialisés sauf la République fédérale allemande.

Autre remarque d'ordre général, la crise n'est pas toujours et nécessairement déclenchée par un « krash » spectaculaire comme en 1929, avec des faillites brutales et une panique boursière. Elle peut très bien, et c'est de plus en plus ce qui se produit avec l'intervention économique des États capitalistes modernes, se propager lentement, de proche en proche, et conduire à une dégradation lente et continue de l'activité économique. Quelle que soit la manière dont la crise est déclenchée, elle est toujours caractérisée par une surproduction de marchandises (non pas véritable, mais par rapport aux besoins du capital et à la capacité de consommation des masses). Cette masse de produits non vendus qui s'accumulent (par exemple les automobiles dans la crise de 1974-75) traduit, au niveau du marché, la chute de la rentabilité de la production. Cette situation entraîne des conséquences désastreuses pour les industries qui approvisionnent ces industries clefs où se produisent d'abord les difficultés. L'industrie de l'automobile aux États-Unis, par exemple, employait à cette époque 750 000 travailleurs et était à la base de l'emploi de 13 millions de travailleurs dans les industries reliées (une vingtaine), dont certaines en dépendent très étroitement. L'industrie américaine de l'automobile achète 66 % de la production de Plomb, 60 % de la production de caoutchouc, 30 % de la production de zinc, 20 % de la production d'acier, 9 % de la production d'aluminium et 8 % de la production de cuivre. Un arrêt de la production d'automobiles affecte donc considérablement ces industries ⁷. Avec l'arrêt de la production, des commandes importantes sont donc contremandées, des paiements ne peuvent être faits et la *crise de production* s'accompagne très rapidement d'une *crise financière*. Les entreprises étant réciproquement endettées les unes par rapport aux autres (comptes à payer, comptes à recevoir), l'impossibilité d'obtenir les liquidités nécessaires pour effectuer les paiements précipite une foule d'entreprises dans la faillite. La chute des cours en Bourse et l'effondrement des prix accentuent ce mouvement de faillites et on assiste à des banqueroutes en chaîne.

Cette débandade entraîne une *dépréciation des éléments du capital* et la ruine de bon nombre d'hommes d'affaires. L'arrêt de la production précipite des masses de travailleurs dans le chômage (16 millions de chômeurs officiels dans l'ensemble des pays industrialisés, à la fin de mai 1975 dont la moitié aux États-Unis (7)). La demande globale diminue en conséquence, et seule la diminution encore plus grande de la production enrayer la surproduction. La crise s'étend à tous les secteurs de l'activité économique. Une fois la période de panique passée, une certaine stabilité s'installe. C'est la *dépression*. À la suite de la crise de 1929, le monde capitaliste a connu la longue dépression des années '30 avec des taux de chômage très élevés et une énorme sous-utilisation des capacités de production.

⁷ Au début de 1980, au moment où s'amorce une nouvelle récession mondiale, les pays de l'OCDE comptent déjà près de 20 millions de chômeurs.

L'élimination, par la crise et la dépression qui la suit, d'un bon nombre d'entreprises, *augmente du même coup la rentabilité des entreprises qui ont survécu*. Le capital en sort plus concentré entre les mains d'un nombre inférieur de capitalistes plus puissants qui disposent d'un marché élargi. Les moyens de production ont été rachetés, souvent à des prix dérisoires à la suite de faillites ; le capital s'en trouve déprécié même si, physiquement, les moyens de production qu'il achète (équipement, outillage, machinerie) sont toujours les mêmes. Après une période de sous-utilisation, les capacités de production sont de nouveau utilisables avec une rentabilité accrue. En résumé, la dépréciation du capital sans changement dans la capacité des moyens de production auxquels ce capital correspond restaure la rentabilité du capital.

L'industrie de l'automobile

Comme en 1974-75, les premiers signes de la récession aux E.U. se sont manifestés dans l'industrie de l'automobile de même que dans la sidérurgie. Avec d'imposants parcs de véhicules invendus (surproduits), les trois grands de l'automobile, GM, Ford, et Chrysler avaient déjà procédé en août 79 à 60 000 mises à pied indéfinies. Le volume de mises à pied indéfinies atteignait 120 000 en décembre, auxquelles s'ajoutaient 40 000 mises à pied temporaires et cela sur un total de 700 000 travailleurs dans cette industrie aux E.U. Le plus faible des trois grands, Chrysler, en difficulté financière quasi-permanente depuis 70, n'est sauvé de la faillite que grâce à l'intervention gouvernementale américaine qui lui garantit \$ 1, 5 milliards de prêts et aux sacrifices financiers de \$ 500 millions imposés à ses travailleurs syndiqués.

Et Chrysler n'est que la pointe de l'iceberg d'une situation de crise généralisée qui touche l'ensemble de l'industrie automobile à l'échelle mondiale. Crise de débouchés marquée par une quasi saturation des marchés depuis la crise de 74-75 qui suscite une concurrence sans merci pour la conquête des marchés mondiaux et qui frappe avec une violence particulière l'industrie européenne de l'auto et plus particulièrement les industries italienne et britannique *. Au même titre que Chrysler aux États-Unis, British Leyland en Grande Bretagne et Alfa Romeo en Italie se sont retrouvées au bord de la faillite en 79 alors qu'on prévoyait déjà de sérieuses difficultés à venir pour Fiat en Italie, Volvo et Saab en Suède, Volkswagen en RFA, Peugeot-Citroën et Renault en France qui annonçaient des milliers de licenciements dans le cadre de « plans de rationalisation » destinés à augmenter la compétitivité face aux producteurs étrangers.

En 1979, comme le rapportait Le Monde du 3 juillet 79, 80 % de la production mondiale d'automobiles et 75 % de la consommation sont concentrés dans six pays les États-Unis, le Japon la France, l'Allemagne le Royaume-Uni et l'Italie; une quinzaine de géants se partagent ce marché. En Europe de l'ouest seulement, deux millions de travailleurs dans cette industrie et des millions d'autres en dépendent directement. C'est dire toute l'importance de cette industrie dans les pays capitalistes industrialisés et l'éclairage qu'elle

* Voir Rich Kronish, « Crisis in the West European Automobile Industry » in Monthly Review, sept. 79, pp. 31-44.

nous fournit quant à la menace de crise généralisée qui pèse sur ces pays et par le fait même sur l'ensemble du monde capitaliste.

De plus, la crise a permis d'éliminer définitivement une bonne partie de l'équipement moins rentable, vétuste et souvent périmé, de libérer le capital liquide qui y était associé et de le réorienter vers des investissements plus rentables. Finalement, la productivité accrue du capital entraîne une diminution de la valeur de la force de travail et une augmentation conséquente du taux de plus-value. La crise a donc permis d'augmenter la productivité du capital et de réorganiser sa structure, ouvrant ainsi la voie à une phase d'expansion nouvelle. La seule façon donc pour le capitalisme de sortir de la crise, c'est d'accumuler de nouveau du capital. En somme *l'accumulation du capital, tout en étant la cause profonde des crises, est en même temps, le seul moyen pour le capitalisme d'en sortir*. Voilà une autre des nombreuses contradictions de ce système. La conséquence pour les travailleurs en est la suivante : c'est sur leur dos que se font les crises ; c'est aussi sur leur dos que le capitalisme s'en sort.

Les crises sont en quelque sorte un mécanisme régulateur du fonctionnement du capitalisme. La dévalorisation et la destruction de masses de capital c'est-à-dire de marchandises et de moyens de production, préparent un nouveau départ de l'accumulation, un nouveau cycle. Mais ce nouveau cycle ne peut être la simple répétition du cycle précédent. La crise accentue la concentration, la monopolisation en même temps que s'élargit le marché national et mondial. En apportant une solution immédiate au problème de l'accumulation du capital causé par la baisse tendancielle du taux de profit, la crise reporte ce problème à un niveau plus élevé.

“L’économie capitaliste en crise. Quelques éléments d’explication” (1980)

8. Inflation, récessions et la politique économique des gouvernements

[Retour à la table des matières](#)

Tout au cours du siècle dernier, les crises économiques telles qu'elles viennent d'être décrites, se sont succédées au rythme d'environ une par dix ans. La dernière véritable crise, avant celle de 1974-75, a eu lieu en 1929 et a été suivie par la longue période de dépression des années '30 dont le monde capitaliste n'est sorti qu'à l'occasion d'une activité économique accrue favorisée par des dépenses gouvernementales massives en vue de la préparation de la deuxième guerre mondiale.

Depuis cette crise, les gouvernements capitalistes disposent de techniques inspirées de la théorie de l'économiste anglais Keynes et qui leur ont permis pendant une trentaine d'années d'empêcher que des crises de type traditionnel se reproduisent. Ces techniques d'intervention systématique de l'État dans le domaine économique ont permis non pas d'éliminer les crises, mais de les atténuer ou tout simplement de les retarder, en les transformant en *récessions*. Depuis la guerre de 1939-45, nous avons eu des récessions en 1948-49, 1953-54, 1960-61, 1969-70 et finalement la crise de 1974-75 dont l'économie mondiale, aujourd'hui en 1980, n'arrive toujours pas à sortir. Il ne faut pas oublier que si la décennie de 1960-70 n'a pas connu de récession, c'est à cause de l'important engagement militaire américain en Asie du Sud-Est, principalement au Vietnam, et de l'activité économique considérable entretenue par l'industrie de guerre.

Le vingtième siècle est caractérisé par le phénomène de *l'inflation* permanente, c'est-à-dire par une hausse persistante du niveau général des prix. Le début de cette période d'inflation permanente coïncide avec le début de la phase monopoliste du capitalisme, phase également marquée, depuis, les années '30, par l'intervention systématique de l'État dans l'économie. Plus récemment, au cours des années '70, un nouveau phénomène s'est aussi manifesté, celui de la présence simultanée de taux élevés de chômage et d'inflation. Voyons comment ces faits s'expliquent.

***L'objectif de la politique capitaliste :
assurer une croissance économique soutenue et sans crises.***

[Retour à la table des matières](#)

L'objectif essentiel de la politique économique des gouvernements capitalistes depuis le milieu des années '30, la politique keynésienne (ainsi désignée à partir du nom de son principal instigateur, l'économiste anglais J. M. Keynes) a été d'éviter à tout prix que des crises économiques comme celle de 1929 se reproduisent. Cette politique a donc visé à fournir les éléments nécessaires à une croissance soutenue en maintenant les profits élevés, le chômage à un niveau politiquement acceptable et un taux d'inflation de 2 à 3 %. Un tel taux d'inflation était supposément l'indice d'une économie « saine » selon les politiciens bourgeois et leurs économistes.

Comment prétendait-on réaliser ces objectifs? Par l'intervention systématique de l'État dans les affaires économiques. Une manipulation intelligente du régime de taxation, du taux d'intérêt, de la création de monnaie, et du déficit budgétaire (lié aux dépenses publiques) devait permettre un contrôle serré de l'évolution économique et éliminer les crises et toutes leurs conséquences. Mais la crise, comme nous l'avons vu, joue un rôle important dans le déroulement normal du capitalisme. L'accumulation du capital provoque une tendance à la baisse du taux de profit. Faute d'une rentabilité suffisante, le capital cesse de s'accumuler; la fonction normale de la crise consiste alors à rétablir les conditions de la reprise de l'accumulation par la dévalorisation du capital qu'elle entraîne, ainsi que par la restructuration du capital qui s'ensuit : faillites, élimination des entreprises moins fortes, rachat de ces entreprises par des plus grosses; en un mot, concentration accrue du capital qui jouit d'une rentabilité rétablie. La crise est donc le remède nécessaire dans cette évolution du capitalisme qui est, par nature, cyclique.

Or la politique keynésienne vise à éliminer les crises, la bourgeoisie ne pouvant prendre le risque d'affronter les remous sociaux qu'elles entraînent. Si *les crises sont nécessaires pour sauvegarder économiquement le capitalisme, elles sont dangereuses politiquement pour la bourgeoisie.*

Les gouvernements capitalistes ont donc préféré permettre l'existence d'une *inflation permanente* comme substitut à la crise. Une telle politique est nécessairement une politique de soutien au capital en assurant le maintien des profits et en favorisant, via l'inflation, une redistribution du revenu de la classe ouvrière à la classe capitaliste. Une partie supplémentaire de la production totale de l'économie peut ainsi être convertie en capital et accélérer son accumulation. En somme, l'inflation est une sorte de subvention versée par l'État à l'entreprise privée.

Cette politique de hausse des prix n'est pas un simple hors-d'œuvre de la politique keynésienne. Elle en constitue en fait la base, au même titre que l'expansion de la production par le biais des dépenses d'État et leur finance-

ment par déficit budgétaire. Keynes lui-même l'expliquait sans ambiguïté dans un ouvrage de 1933 intitulé *The Means of Prosperity*.

“L’économie capitaliste en crise. Quelques éléments d’explication” (1980)

9. L'origine de l'inflation

[Retour à la table des matières](#)

Si l'inflation a atteint au cours des années '70 des proportions jusqu'alors insoupçonnées, le phénomène de la hausse générale des prix ne date pas d'hier. À travers l'histoire, les périodes de guerre, de famine, de découvertes de métaux précieux (en Californie vers 1850, au Klondike en 1880, etc.) ont été des périodes inflationnistes. Mais une fois ces périodes passées, l'inflation disparaissait.

Le 20^e siècle par contre est caractérisé par une hausse soutenue du niveau général des prix. De 1914 à 1920, période marquée par la première guerre mondiale, les prix ont doublé et ne sont jamais revenus par la suite au niveau de 1914, même au cœur de la longue dépression des années '30⁸. Depuis 1940, les prix ont augmenté systématiquement d'année en année sauf pour quelques rares exceptions. Pour souligner la persistance de ce mouvement de hausse, même en période d'intenses difficultés économiques, il est intéressant de rappeler qu'au moment de la crise de 1974-75, aux États-Unis, dans l'industrie automobile, même avec une baisse considérable des ventes (diminution de 30 % pour le 3^e trimestre de 1974 par rapport au même trimestre de 1973) les prix ont augmenté de plus de \$ 500 en moyenne par voiture. Quelques mois plus tard, au début de 1975, avec des milliers de voitures invendues et des fermetures temporaires de nombreuses usines de production d'automobiles, seules Chrysler et Ford avaient annoncé des baisses de prix, d'ailleurs ridicules, de \$ 200 à \$ 400 par voiture.

Pourquoi les prix ont-ils poursuivi leur mouvement ascendant tout au cours du vingtième siècle? Comment expliquer que ce phénomène soit survenu en même temps que la productivité du travail ne cessait d'augmenter ? En effet, on pourrait s'attendre à ce que la hausse de la productivité du travail, réduisant le temps de travail socialement nécessaire pour produire les marchandises, c'est-à-dire leur valeur, entraîne normalement une baisse du prix de ces marchandises, expression monétaire de leur valeur. Pourtant, c'est le contraire qui se produit; *loin de diminuer, les prix augmentent en dépit de la hausse de la productivité*. Cette réalité apparemment contradictoire doit être

⁸ Après avoir baissé, les prix ont recommencé à monter au cours de la deuxième moitié de la décennie de dépression des années '30.

expliquée et son explication doit être recherchée non pas au niveau du marché, ni au niveau du degré de concurrence dans l'économie, mais au niveau de la production capitaliste et de ses lois.

Face à la baisse du taux de profit qui n'est qu'une expression différente de la hausse de la productivité sociale, les capitalistes réagissent en s'efforçant d'augmenter leurs prix de manière à obtenir les profits nécessaires à la poursuite de l'expansion de la production. La vente des marchandises à ces prix plus élevés est rendue possible par l'existence du crédit (crédit commercial, crédit bancaire, crédit à la consommation), par l'intermédiaire des banques et, en dernière analyse, de l'État, qui adapte la quantité de monnaie en circulation aux augmentations de prix désirées.

Il va sans dire que la mise en oeuvre de ces mécanismes et l'extension du crédit sont facilitées au stade monopoliste par l'existence de regroupements d'entreprises commerciales et industrielles et de banques qui sont l'expression vivante de l'interpénétration du capital industriel et du capital bancaire (capital financier).

L'extension des moyens de paiement par le biais du crédit sous toutes ses formes joue donc un rôle de médiation essentiel dans la réalisation de la hausse des prix. Il faut préciser toutefois que *ce n'est ni le crédit comme tel qui est la cause de cette hausse, ni l'augmentation de la quantité de monnaie comme le prétendent certains théoriciens, dits « monétaristes »*. La cause ultime de la hausse des prix est la baisse tendancielle du taux de profit qui rend nécessaire cette extension du crédit et la quantité de monnaie en circulation pour permettre une hausse effective des prix nécessaire à la poursuite de l'accumulation du capital. Lorsque cette extension du crédit et de la quantité de monnaie nécessaire au maintien de la rentabilité dépassent une certaine limite, le niveau général des prix commence à augmenter en dépit de la hausse de la productivité sociale. Il y a alors inflation permanente.

La hausse des prix comme moyen de maintenir la rentabilité capitaliste contribue cependant à reproduire, à un niveau plus élevé, la contradiction qu'elle vise à résoudre. Comme cela a déjà été expliqué, le crédit, qui joue un rôle central dans ce processus, accélère la centralisation et la concentration du capital, éliminant les capitaux les moins rentables et améliorant la productivité sociale, précipitant la tendance à la baisse du taux de profit.

La croissance du crédit permet donc la vente des marchandises à des prix plus élevés et la poursuite de l'accumulation, mais, en même temps, accroît la tendance à la crise et suscite le besoin d'une nouvelle extension du crédit et d'une nouvelle hausse du niveau des prix.

“L’économie capitaliste en crise. Quelques éléments d’explication” (1980)

10. Le rôle des monopoles

[Retour à la table des matières](#)

Cette analyse des mécanismes à la base de l’inflation, contrairement à des conceptions très répandues, ne fait qu’indirectement allusion au rôle des monopoles comme agents de fixation des prix et générateurs d’inflation. L’explication de la hausse du niveau général des prix ne peut en effet reposer essentiellement sur une référence à l’action des monopoles à la recherche de surprofits et jouissant d’un pouvoir tout-puissant dans la fixation des prix ⁹. Il est vrai que les monopoles, en tant que concentration de masses énormes de capital et jouissant d’une position privilégiée sur un marché qu’ils contrôlent de manière prépondérante, possèdent une plus grande liberté de manœuvre que les petites et moyennes entreprises, qu’ils obtiennent effectivement des surprofits et qu’ils jouent un rôle central dans l’accumulation. Il n’en demeure pas moins qu’ils ne constituent qu’une fraction du capital social global, si importante soit-elle et qu’en tant que tels ils sont soumis, comme l’ensemble du capital, aux lois du capitalisme qu’ils ne peuvent transgresser. Il s’ensuit que la hausse des prix doit être expliquée comme phénomène résultant du fonctionnement du capitalisme dans son ensemble et non comme le résultat de la seule action des monopoles.

Il serait incorrect de dire que les monopoles peuvent fixer arbitrairement les prix et échapper ainsi de manière permanente à la loi de la valeur. D’ailleurs, sur ce plan, de nombreuses études statistiques ont démontré, pour des périodes d’inflation accélérée, que les augmentations de prix dans les industries à forte concentration étaient inférieures aux augmentations de prix dans les autres industries ¹⁰. Ces chiffres, au minimum, suggèrent que les

⁹ Dans la version initiale du présent document, rédigée en 1975, la formulation utilisée pour décrire les mécanismes de l’inflation, laisse croire que ce phénomène est attribuable essentiellement à l’action des monopoles, ce qui est inexact.

¹⁰ Une liste de ces études portant sur l’économie américaine est donnée dans un article de P. Bullock et D. Yaffe, de nov. 1975. Mentionnons à titre d’exemple P. Cagan, *Inflation and the Market Structure, 1967-73, Exploration in Economics Research*, National Bureau of Economic Research, Vol. 2, no 2, Spring 1975, pp. 203-216. Bullock et Yaffe donnent aussi des chiffres démontrant que pour les pays de l’OCDE, au cours de la période 1963-68, les prix des biens destinés à l’exportation, provenant d’industries à plus forte concentration, ont augmenté considérablement moins vite que les prix des biens consommés sur le marché intérieur, provenant d’industries en moyenne moins concentrées. Même si ces

entreprises de moindre importance, dans des secteurs moins concentrés, sont poussées, au moins autant que les monopoles, à accroître leurs prix pour maintenir leurs profits. S'il est incontestable que les monopoles possèdent une force qui leur permet de traverser plus facilement les périodes de tension et de crise et de survivre là où les entreprises plus faibles sont emportées par des faillites, cela n'est pas attribuable à leur capacité d'augmenter leurs prix, mais, d'abord et avant tout, à leur plus grande productivité.

La valeur d'une marchandise est définie comme le temps de travail socialement nécessaire à la production de cette marchandise.

« Le temps socialement nécessaire à la production des marchandises est celui qu'exige tout travail, exécuté avec le degré moyen d'habileté et d'intensité et dans des conditions qui, par rapport au milieu social donné, sont normales. »

(...) il « varie avec chaque modification de la force productive du travail, qui, de son côté, dépend de circonstances diverses, entre autres de l'habileté moyenne des travailleurs; du développement de la science et du degré de son application technologique ; des combinaisons sociales de la production ; de l'étendue et de l'efficacité des moyens de produire et des conditions purement naturelles. »

Marx, K., Le Capital, Livre I. Tome I, p. 55

* * *

Loi de la valeur. Dans la production marchande, les marchandises auront tendance à s'échanger entre elles conformément à leur valeur, c'est-à-dire conformément à leur temps de travail socialement nécessaire.

Les marchandises s'échangeront donc entre elles si leurs valeurs sont comparables ; c'est l'énoncé de la loi.

* * *

L'effet de la loi de la valeur est donc de distribuer le travail social entre les différentes activités économiques. C'est, dans les régimes marchands, ce qui remplace une organisation planifiée de la production où les producteurs décideraient consciemment et de façon unifiée des quantités à produire de tel ou tel produit et de l'allocation du travail social entre les différentes activités économiques.

chiffres sont loin de tenir lieu de démonstration, ils mettent néanmoins sérieusement en doute la thèse selon laquelle l'inflation reposerait essentiellement sur l'action des monopoles.

En somme, la hausse des prix n'est pas le résultat de l'action des seuls monopoles, à la recherche de surprofits, mais le résultat de l'action *du capital dans son ensemble* (et non seulement de sa fraction monopoliste) en vue de maintenir les conditions de rentabilité nécessaires à la poursuite de l'expansion de la production. L'intervention de l'État dans ce contexte, avec ses politiques de crédit, d'emploi, de dépenses et de taxation, n'est pas principalement une politique de soutien aux monopoles, mais une politique de soutien au capital dans son ensemble, même si sa fraction monopoliste en est la part principale. Même lorsque cette intervention de l'État est destinée au sauvetage de grandes entreprises menacées de faillite, il s'agit en premier lieu, encore une fois, non pas de favoriser les monopoles contre la petite et la moyenne entreprise, mais d'éviter une faillite dont les répercussions pourraient être tragiques pour l'ensemble du capital, compte tenu de l'importance des capitaux impliqués et des réactions en chaîne qu'une telle faillite pourrait déclencher. En général, les États capitalistes ne laissent pas se développer, sans intervenir, des mécanismes d'une ampleur telle qu'ils risqueraient d'enrayer le mouvement d'accumulation du capital et de précipiter l'économie dans un état de crise. Cela ne s'explique pas par une politique de l'État favorable aux monopoles, mais par la *fonction de l'État capitaliste comme garant de l'accumulation du capital en général (monopoliste ou non) et du profit de l'entreprise privée, qu'elle soit petite, moyenne ou grosse.*

La thèse selon laquelle les hausses de prix sont le seul fruit de l'action des monopoles, thèse incorrecte sur le plan théorique, sert de justification aux politiques « anti-monopolistes » dont les Partis Communistes se font les champions à travers le monde. Ces politiques, revendiquant une action plus énergique de l'État face aux monopoles vus comme la source du mal, sont fondamentalement des politiques de soutien du régime du profit dont seule la forme monopoliste, dans le fond, est contestée. Ce n'est plus le capital, mais sa trop forte *concentration qui* est dès lors désignée comme l'ennemi à abattre. Cette vision des choses n'est pas l'apanage exclusif des Partis Communistes. Elle a une place de choix au sein de la Social démocratie à l'échelle internationale et dans les rangs du mouvement syndical, au Québec comme ailleurs. *Monopoles et multinationales* sont devenus la cible des directions syndicales qui nourrissent leurs discours de déclarations intempestives contre ces « géants », ces « États dans l'État » qu'il faudrait bien un jour « ramener à la raison ». À travers ces discours au ton radical, ils n'ouvrent cependant aucune perspective organisationnelle à la classe ouvrière et refusent d'engager le combat contre les véritables bases du régime.

6. BULLETIN POPULAIRE 24 JANVIER 1974

“L’économie capitaliste en crise. Quelques éléments d’explication” (1980)

11. Inflation et salaires

[Retour à la table des matières](#)

La hausse de la productivité sociale, entraînant une diminution du *temps de travail socialement nécessaire* pour produire les éléments qui entrent dans la production et la reproduction de la force de travail, entraîne par le fait même une *baisse de la valeur de la force de travail* si on suppose qu'en cours de route, son standard de vie est demeuré constant ou au moins, n'a pas augmenté aussi rapidement que la productivité. Mais avec la hausse générale des prix, les éléments qui entrent dans la consommation individuelle du travailleur et de sa famille, augmentent nécessairement et il s'ensuit une *hausse du prix de la force de travail*, c'est-à-dire de l'expression monétaire de la valeur de la force de travail. Seulement pour conserver un même standard de vie, ou un même salaire réel, dans une situation de hausse de prix, une augmentation du *salaire monétaire* est nécessaire. Le salarié n'a rien gagné de cette augmentation. Celle-ci lui a simplement permis de ne rien perdre.

Pourtant, une telle hausse du salaire monétaire, tout simplement nécessaire pour empêcher le salaire réel de se détériorer, est vue par le capitaliste comme un coût supplémentaire ayant un effet négatif direct sur ses profits. L'analyse qui précède révèle la fausseté de cette vision du monde. Ce ne sont pas les salaires qui causent l'inflation : c'est plutôt l'inflation qui sert d'arme aux capitalistes et à l'État pour couper les salaires réels des travailleurs dans leur recherche d'une solution au problème de la baisse tendancielle du taux de profit. Les moyens utilisés à cette fin sont nombreux. Mise à part la lutte qui se livre au niveau du milieu de travail, entreprise par entreprise, il faut mentionner les interventions directes de l'État qui vient prêter main forte au capital, soit par le biais de législations limitant ou arrêtant complètement toute hausse des salaires (cf. la loi C-73 adoptée au Canada par le gouvernement Trudeau en 1975), soit par le biais de la concertation bipartite ou tripartite débouchant sur la signature de « contrats sociaux » où les directions ouvrières au nom des travailleurs et contre leurs intérêts acceptent des restrictions « volontaires » à l'augmentation des salaires, restrictions qui se traduisent inévitablement par une détérioration du pouvoir d'achat des travailleurs.

“L’économie capitaliste en crise. Quelques éléments d’explication” (1980)

12. Dépenses gouvernementales, déficit budgétaire et dette publique : les outils keynésiens

[Retour à la table des matières](#)

La politique économique de l'après-guerre des gouvernements capitalistes, politique anti-crise, est caractérisée par l'utilisation de moyens visant à assurer un niveau d'emploi politiquement acceptable et une économie « saine » (en croissance) en alimentant la « demande globale » (demande de biens de consommation en provenance des consommateurs et demande de biens d'investissement en provenance des capitalistes) par le biais, surtout, des dépenses publiques. Voyant la tendance aux crises non pas comme un problème de *rentabilité du capital*, mais comme un phénomène *d'insuffisance de la demande globale*, se manifestant sur le marché, la théorie keynésienne propose des remèdes destinés à alimenter cette demande et à pallier son insuffisance par des dépenses gouvernementales massives.

Le financement de ces dépenses devrait théoriquement se faire à partir des revenus de taxation. En pratique les gouvernements capitalistes ont des dépenses de beaucoup supérieures à leurs revenus. Le financement se fait par *déficit budgétaire*, ce qui implique la création d'une *dette publique*. Lorsque le gouvernement ou l'Hydro-Québec empruntent à New York pour financer des projets, la dette gouvernementale ou dette publique augmente. Lorsque le gouvernement du Canada ou celui du Québec émettent des obligations d'épargne, ils empruntent du public et augmentent la dette gouvernementale. Cette dette doit être repayée plus tard. En attendant, les intérêts sur la dette doivent être payés à intervalles réguliers (tous les 6 mois, tous les ans). En situation inflationniste, il va de soi que la valeur réelle de ces montants fixes, intérêt et remboursement du capital, est considérablement atténuée par la hausse graduelle des prix. Lorsqu'arrive la période d'échéance, la somme réelle à rembourser n'est plus qu'une fraction de la somme initialement empruntée. Cette dépréciation systématique de la dette gouvernementale par la hausse des prix fournit à l'État une justification supplémentaire à ses politiques inflationnistes ¹¹.

¹¹ Il va de soi cependant que cet avantage peut être largement neutralisé par les effets négatifs d'une dévaluation de la monnaie du pays emprunteur lorsque celui-ci emprunte

L'utilisation des outils keynésiens de politique économique ont permis pendant une trentaine d'années de contrôler l'économie dans le sens des objectifs mentionnés plus haut : pas de crises, même s'il y a eu de nombreuses récessions, dosage relativement contrôlé de chômage et d'inflation et croissance économique considérée comme acceptable. Lorsque le taux d'inflation était trop élevé, on utilisait des mesures restrictives comme 1) l'augmentation des taxes afin de diminuer la consommation ; 2) l'augmentation du taux d'intérêt afin de restreindre le crédit et par suite la production et 3) on diminuait les dépenses gouvernementales. Cela avait pour effet de *diminuer l'inflation*, mais de *créer simultanément du chômage*. Pour tirer l'économie d'une récession, on utilisait les mêmes outils mais en sens contraire, ce qui *diminuait le chômage* mais *augmentait l'inflation*. On prétendait avoir éliminé définitivement les crises et on soulignait les « erreurs » de ceux qui avaient prédit que l'économie capitaliste était vouée à passer d'une crise à l'autre, jusqu'à l'effondrement final. Les politiciens et les économistes bourgeois chantent aujourd'hui un refrain bien différent. Nombreux sont ceux qui avouent maintenant ouvertement que la « science » économique est en crise, que les vieux outils keynésiens ne permettent plus de sortir l'économie du marasme.

En fait, *ces outils n'ont jamais permis de régler le problème*. Encore une fois, le véritable problème est celui de la *rentabilité du capital* et non pas celui de l'insuffisance de la « demande globale ». Il ne s'agit pas d'un problème de marché mais d'un problème lié à la *nature du capital* et sa nécessité d'une rentabilité persistante face à la baisse du taux de profit qui est la conséquence même de l'accumulation. Bien entendu, certaines dépenses gouvernementales sont de nature à créer des conditions favorables au maintien du profit des entreprises ; les dépenses d'infrastructure (routes, ponts, chemins de fer, etc.) en sont des exemples, mais ces dépenses ne résolvent jamais le problème de façon définitive. De plus, elles ont tendance à augmenter avec le temps, ce qui implique un fardeau toujours plus lourd de la dette publique.

En même temps que l'endettement public augmente, l'endettement privé, on le sait, augmente aussi sans cesse et dans des proportions toujours plus grandes. À mesure que se développe la force productive de la société, elle

des sommes importantes sur le marché international. C'est le cas du Québec et du Canada par exemple lorsqu'ils empruntent sur le marché américain et que le dollar canadien chute par rapport au dollar américain. Avec une perte de 15 % de la valeur du dollar canadien par rapport au dollar américain, il en coûte forcément d'autant plus cher lorsque vient le moment de payer, en dollars américains, les intérêts sur les sommes empruntées et de rembourser, à l'échéance, les sommes elles-mêmes. Avec une dette de \$ 12 milliards du Québec face à l'étranger à la fin de 1978, on estimait que la dévaluation du dollar canadien avait entraîné une augmentation de \$ 2 milliards de la somme à rembourser à l'échéance et une augmentation de \$ 200 millions par année du service de la dette.

entre en conflit avec la capacité limitée de consommation ; il s'ensuit un *déséquilibre entre production et consommation*, c'est-à-dire en somme, une surproduction de marchandises à laquelle le système s'efforce de pallier par le développement du *crédit à la consommation*.

De la même manière, on voit *l'endettement des entreprises* s'accroître. En raison des problèmes de rentabilité de l'économie et de l'inflation (coût croissant d'achat de nouveaux moyens de production ou de remplacement des anciens), la croissance à partir de sources internes de financement, c'est-à-dire à partir de leurs propres profits, devient de plus en plus difficile pour la plupart des petites et moyennes entreprises et pour un bon nombre de grosses. Elles sont donc de plus en plus poussées à recourir à l'emprunt pour financer leurs projets d'expansion et leur fonctionnement normal.

Gouvernements, entreprises, consommateurs, tous sont endettés jusqu'aux dents. Voici quelques chiffres que donnait l'hebdomadaire Business Week pour l'économie américaine en 1974 (12 octobre 1974, p. 45) et en 1978 (16 oct. 1978, p. 76).

La dette totale de l'économie américaine en 1974 était de \$ 2 500 milliards; elle dépasse les \$ 3 000 milliards en 1978 : \$ 1 000 milliards (\$ 1 billion) pour les corporations en 74 ; \$ 1 500 milliards en 78.

\$ 600 milliards en hypothèques en 74; \$ 750 milliards en 78. \$ 500 milliards de dette gouvernementale fédérale en 74 ; \$ 825 milliards en 78.

\$ 200 milliards de dette en états et municipalités en 74; \$ 295 milliards en 78.

\$ 200 milliards pour les consommateurs en 74; \$ 300 milliards en 78.

En 74 il y avait environ \$ 8 de dette par \$ 1 de masse monétaire en circulation, le double de ce qui existait 20 ans plus tôt.

La dette des corporations était de 15 fois plus élevée que les profits après impôts; elle avait plus que doublé en 20 ans.

La dette des ménages équivalait à 93 % du revenu annuel disponible (ce qui reste après les déductions d'impôt, etc.) comparativement à 65 % en 1955.

Cet endettement, loin de ralentir, s'est accéléré au cours des années suivantes. Alors que de 1970 à 1975, l'accroissement net du crédit à la consommation était en moyenne de \$ 11.1 milliards par an, il est passé à \$ 23.6 milliards en 1976 et à \$ 35.6 milliards en 1977.

Cet accroissement du crédit à la consommation, de plus, ne servait que pour une faible part à l'achat de biens durables (15 % en 1976, 20 % en 1977). Par ailleurs, si on ajoute au crédit à la consommation, les autres formes de crédit et l'endettement (emprunts bancaires, hypothèques, etc.), l'accroissement de l'endettement des consommateurs américains, d'une moyenne de \$ 58 milliards pour 1973-1975, s'élève à \$ 88.8 milliards en 1976 et \$ 130 milliards en 1977, c'est-à-dire 10 % du revenu disponible en 1977. L'endettement des sociétés suit le même pattern; l'accroissement net de l'endettement était de \$ 64 milliards en 1976 et de \$ 103 milliards en 1977.

Quant à la dette publique, elle augmentait de \$ 102 milliards en 1976 et de \$ 108 milliards en 1977.

L'accroissement combiné de la dette privée et de la dette publique pour 1977 représentait 70 % du PNB ¹².

¹² N.D.L.D. L'encours de la dette totale par rapport au PNB était évaluée à 125 % pour l'année 25 % pour l'année 1979.

Mais pourquoi tout cet endettement ? Comment se fait-il que l'économie capitaliste s'engage si résolument par rapport à l'avenir ? Simplement en misant sur une croissance soutenue. Le consommateur qui s'endette, le fait en prévoyant que son revenu futur croissant lui permettra facilement de rembourser ses dettes. Les entreprises et le gouvernement font un peu le même raisonnement. Mais cela suppose une condition importante : que le revenu augmente effectivement, ou que la croissance ne cesse pas ; et le maintien de cette croissance *exige encore plus d'endettement !*

En somme le *fonctionnement de l'économie est rendu possible par son endettement croissant mais en même temps il est rendu de plus en plus précaire par ce même endettement*. L'endettement croissant, cela a été souligné plus haut, rend l'économie de plus en plus vulnérable et la place dans la situation imminente d'une *crise de liquidité du type de celles qui avaient lieu dans les crises traditionnelles (exemple : la crise de 1929)*. Les entreprises étant toutes endettées les unes par rapport aux autres, la faillite d'une d'entre elles risque d'en emporter une foule d'autres par une série de réactions en chaîne qui précipiteraient l'économie dans une véritable crise. En 1970, la faillite de la Penn Central (compagnie de chemins de fer) aux États-Unis aurait probablement eu cet effet si le gouvernement américain n'était pas intervenu pour la renflouer. La même situation risquait de se produire avec la compagnie Chrysler qui était aussi au bord de la faillite à la fin de 79.

Mais les capitalistes ont un gouvernement pour eux. Ce gouvernement n'intervient pas quand la situation est bonne. Il ne touche pas à leurs *profits* qui demeurent *privés*. Pour peu que la situation se détériore et risque d'entraîner des conséquences dangereuses pour le capitalisme, ce même gouvernement intervient pour appliquer cette fois le grand principe du *collectivisme des pertes*. En renflouant les compagnies privées à même les fonds publics, le gouvernement utilise les impôts payés majoritairement par la classe ouvrière : autre forme de redistribution des travailleurs aux capitalistes. Par son plan de sauvetage de la société Chrysler à la fin de 79, le gouvernement américain garantissait un prêt de \$ 1.5 *milliards* à cette société ; il posait par ailleurs comme condition de l'octroi de cette garantie la renonciation par les 108 000 travailleurs syndiqués de Chrysler à des augmentations salariales de 460 millions sur une période de trois ans. Cette condition scandaleuse acceptée « à contre-cœur » par le président des TUA, Douglas Frazer, également membre du Conseil d'Administration de Chrysler, et recommandée par lui aux syndiqués signifiait pour les travailleurs un deuxième sacrifice financier qui venant s'ajouter à une première renonciation à des hausses salariales de \$ 250 millions un mois plus tôt dans le cadre de la négociation de la convention collective comme moyen de renflouer l'entreprise.

Finalement, loin de sauver l'économie capitaliste, la politique keynésienne et ce qui en découle a construit, sur une longue période, les conditions d'une marche inéluctable à l'effondrement. Ne pouvant s'attaquer aux racines du mal, ne voyant que des solutions au niveau de la « demande globale » et refusant de voir le véritable problème, celui qui est inhérent au système capitaliste, la politique keynésienne est nécessairement vouée à l'échec. Le recours de l'État dans l'économie afin d'éliminer les crises ne résout pas le problème mais ne fait que le reporter avec plus d'ampleur à plus tard. C'est ce qu'exprimait en des termes on ne peut plus clairs le vice-président de Irving Trust Co., Robert Stone, de New York : « Most of us would rather have a set back now. It will be more pronounced than two or three years ago but less pronounced than two or three years from now », (*Business Week*, 12 oct. 74, p. 47).

“L’économie capitaliste en crise. Quelques éléments d’explication” (1980)

13. Coexistence du chômage et de l'inflation

[Retour à la table des matières](#)

L'intervention de l'État pour empêcher la crise évacue le rôle essentiel de la crise dans l'économie capitaliste. Le problème de la rentabilité du capital n'est pas réglé, ce qui force l'État à permettre encore plus d'inflation pour maintenir les profits, comme substitut à la crise. Les symptômes de la stagnation ou de la suraccumulation du capital (suraccumulation par rapport aux besoins du capital et non pas par rapport aux besoins réels de la population) sont toujours présents, tout comme la surpopulation relative. *Malgré l'inflation, le chômage subsiste désormais* ; on parle de *stagflation* (stagnation accompagnée d'inflation).

Les « remèdes » keynésiens ont fait leur temps, comme le capitalisme d'ailleurs. Depuis la deuxième guerre, chaque fois qu'une récession semblait vouloir dégénérer en une véritable dépression, on activait le mécanisme de crédit, on lançait de nouvelles dépenses publiques, parmi lesquelles les dépenses militaires à l'échelle mondiale ont occupé une place de premier plan; on utilisait des mesures « inflationnistes ».

Que faire désormais dans une situation où l'inflation est déjà très élevée ? Créer encore plus d'inflation ? Pour illustrer cette impasse de la politique keynésienne, l'image suivante empruntée aux éditeurs de la Monthly Review, est particulièrement éloquente. L'économie capitaliste est comme un vieux

pneu qui se dégonfle lentement (slow-leak). Il faut continuellement la repomper pour éviter qu'elle ne se retrouve à plat. Malheureusement, c'est un pneu qui grossit et avec lui la fuite d'air grossit, de sorte qu'il faut continuellement pomper une quantité d'air plus grande pour éviter qu'il se dégonfle.

Les chiffres suivants illustrent bien ce fait :

Tableau 6

Taux d'inflation, taux de chômage et taux de croissance réelle du produit national brut (PNB) au Canada de 60 à 79

	Taux moyen d'inflation	Taux moyen de croissance réelle du PNB	Taux de chômage
	en %	en %	en %
1960-70	3.3	4.7	-
1970-72	3.8	3.5	6.2
1973	9.0	6.7	5.6
1974	10.9	3.7	5.5
1975	10.7	1.1	6.9
1976	7.5	4.9	7.1
1977	7.8	2.0	8.1
1978	7.7	3.4	8.3
1979	9.8	2.75	7.6

Notes :

- Le chiffre de 10,0 % pour l'inflation de 1974 ne doit pas camoufler l'augmentation de 17,1 % du prix des aliments,
- L'augmentation de 4,5 % du PNB pour 1974 a été presque entièrement réalisée au cours du 1er trimestre de 1974; les trois derniers trimestres ont été des trimestres de croissance pratiquement nulle, avec le début de la crise mondiale de 1974-75.

Source Revue Économique

Ces chiffres démontrent que la croissance économique au cours des années 1970 a exigé un taux d'inflation considérablement plus élevé qu'au cours de la décennie 1960-70 alors que le taux de chômage ne cessait d'augmenter. En 1974, le taux d'inflation était trois fois plus élevé qu'au cours de la décennie 1960-70 avec un taux de croissance qui se situe dans la moyenne de cette décennie (environ 4,5 %). Le tableau suivant, qui donne les taux d'inflation, les taux de chômage et les taux de croissance du PNB des principaux pays industrialisés pour les années 1974-79 fait ressortir une situation analogue dans ces pays : faible croissance et forte inflation, avec chômage élevé.

En 1978, avec une économie mondiale qui n'arrivait pas sortir de la stagnation, une nouvelle poussée inflationniste s'ouvrait de nouveau suite à un

faible ralentissement après 1975. En 1980, le monde capitaliste s'enfonce de nouveau dans une récession généralisée, en dépit de l'existence de taux d'inflation qui dans de nombreux cas dépassent les 10 %.

De plus en plus, face à une telle situation, les économistes avouent leur impuissance à résoudre le problème. D'autres, optimistes, ne voient que des difficultés passagères qui se régleront avec le temps. Mais quelles solutions la théorie bourgeoise a-t-elle à proposer ? Lorsque coexistent chômage et inflation, lorsque l'économie n'arrive pas à sortir de la récession et que subsiste néanmoins une forte inflation, que peut-elle proposer comme choix du mal à combattre?

Avant, le choix était possible. Ou du moins il semblait possible si on s'en tenait à une perspective à court terme. Par exemple, pour combattre l'inflation, on proposait des mesures de restriction de crédit. Il est sûr qu'à court terme, au moins théoriquement, ces mesures sont *déflationnistes* ; elles permettent de combattre l'inflation en diminuant les possibilités d'emprunt nécessaires à une activité économique en hausse. Mais à *long terme* elles sont *inflationnistes*. En effet, en augmentant le, taux d'intérêt auquel les banques prêtent de l'argent, l'État affecte surtout les petites et moyennes entreprises qui n'ont pas d'autres sources d'emprunt. L'État, par le fait même favorise les grandes entreprises, celles qui font partie de vastes regroupements d'entreprises, banques, compagnies d'assurance, etc., c'est-à-dire celles qui ont le plus facilement accès au crédit. L'État augmente donc de cette manière le pouvoir des grandes entreprises, mine la position financière des petites et moyennes entreprises et favorise leur rachat par les grosses. La concentration économique augmente ; les capitaux plus faibles et moins efficaces sont éliminés; la composition organique moyenne du capital s'en trouve augmentée et, par suite, la tendance à la baisse du taux de profit renforcée. La rentabilité nécessaire du capital pour assurer la poursuite de l'expansion exige en définitive une hausse de prix.

En croyant utiliser une mesure déflationniste, on utilisait en fait une mesure inflationniste à long terme. On réglait peut-être le problème à court terme, mais au prix d'une situation pire à long terme. Une fois de plus, on constate le caractère contradictoire du capitalisme. Chaque fois que le capitalisme croit résoudre un de ses problèmes, il en crée un nouveau, plus considérable qui tôt ou tard prendra toute son importance.

Tableau 7

Taux d'inflation, taux de croissance du PNB et taux de chômage, principaux pays de l'OCDE, 1974-1979.

Taux d'inflation

	États-Unis	Japon	Allemagne	France	Grande-Bretagne	Italie
1974	11.0	24.5	7.0	13.7	16.0	19.1
1975	9.1	11.8	6.0	11.8	24.3	17.0
1976	5.8	9.3	4.5	9.2	16.6	16.8
1977	6.5	7.5	4.0	9.5	14.0	18.2
1978	7.7	3.8	2.6	9.1	8.3	12.1
1979 *	12.1	3.1	5.3	11.0	6.5	15.8

* 12 mois se terminant en sept. 79.

Taux de croissance du PNB en termes réels

	États-Unis	Japon	Allemagne	France	Grande-Bretagne	Italie
1974	- 1.8	1.3	0.4	3.9	- 0.1	3.4
1975	- 2.0	2.2	- 3.4	- 2.4	- 1.6	- 3.7
1976	6.0	6.3	5.7	5.2	2.1	5.6
1977	4.7	6.0	2.7	2.7	0.2	2.0
1978	4.4	5.6	3.5	3.3	3.3	2.6
1979 *	2.0	6.0	4	1/4	3.0	0.5

Taux de chômage

	États-Unis	Japon	Allemagne	France	Grande-Bretagne	Italie
1974	5.6	1.4	2.7	2.3	2.5	2.9
1975	8.5	1.9	4.8	4.0	3.9	3.3
1976	7.7	2.0	4.7	4.2	5.4	3.7
1977	7.1	2.0	4.5	5.1	5.8	7.2
1978	5.9	2.2	3.5	5.2	6.1	7.2
1979 *	5.6	2.1	3.1	5.9	5.8	7.7

Sources: OCDE, Perspectives économiques, # 22, décembre 77, # 26, décembre 79.

* Données pour les trois premiers trimestres.

L'état profond de crise qu'a traversé l'économie mondiale à la fin de la décennie 70-80 a démontré pourtant que même des mesures extrêmement sévères de restriction de crédit n'arrivent plus à jouer leur rôle déflationniste traditionnel. Comme mesure d'urgence de rescapage d'un dollar en chute libre sur le marché mondial, au cours du 2^e semestre de 1979, le gouvernement américain a mis en œuvre une politique sans précédent de restriction de crédit par le biais, entre autres, de taux d'intérêt qui ont atteint en novembre des niveaux records. Pourtant, si cette politique a contribué à accélérer la marche à la récession de l'économie américaine, elle n'a nullement freiné le mouvement de hausse des prix, le taux d'inflation atteignant 13 % pour l'année 79 aux États-Unis.

“L’économie capitaliste en crise. Quelques éléments d’explication” (1980)

14. Le verdict du FMI : « L’économie mondiale ressemble à un navire à la dérive »

[Retour à la table des matières](#)

L'impuissance des instruments économiques conventionnels à dominer une économie qui échappe de plus à leur contrôle était évoqué dans des termes on ne peut plus clairs par un des centres dirigeants du capital à l'échelle mondiale, le *Fonds Monétaire International* (FMI) dans son Bulletin du 14 janvier 1980. Rappelant les événements marquants de la décennie 70-80, le FMI s'exprime ainsi :

« ... au cours des années 70, il est apparu que les mesures macroéconomiques traditionnelles que les gouvernements pouvaient mettre en oeuvre pour stabiliser leur économie ne menaient à rien, semble-t-il. Auparavant, un resserrement de la politique budgétaire et monétaire permettait de maîtriser l'inflation et de freiner l'emballement de l'économie, tandis que des mesures de relance permettaient de réduire le chômage et de faire repartir l'activité économique. À l'heure actuelle, la relance de l'économie ne fait qu'accélérer l'inflation sans augmenter l'emploi, tandis qu'une politique de rigueur aggrave le chômage sans diminuer l'inflation. »

Face à la nouvelle récession mondiale qui s'amorce au début de 1980, l'économie capitaliste est forcée de recourir de nouveau au stimulant artificiel et essentiel qui a marqué toute la période de l'après-deuxième guerre mondiale, celui d'une nouvelle intensification des dépenses d'armement. La principale puissance capitaliste, les États-Unis, prenant prétexte de l'intervention militaire de l'URSS en Afghanistan, est la première à donner cette impulsion en annonçant une hausse de 5 % du budget militaire, augmentation sans précédent en temps de paix. Pour contrer la nouvelle crise économique, l'économie capitaliste a un besoin vital de recourir à l'économie d'armement. Il est inévitable que ces dépenses militaires accrues provoquent une nouvelle et substantielle hausse de l'inflation sans pourtant que cela n'amène une diminution importante du chômage.

La crise économique chronique de ce système en désintégration se double d'une crise de domination politique. La classe au pouvoir, celle qui fonde sa domination sur le capital, sur la propriété privée des moyens de production, n'arrive plus à contenir le mouvement de refus de cette domination, le mouvement venant d'en bas, des travailleurs et des opprimés. Cette réalité, le FMI l'exprime aussi, à sa manière, dans des termes qui ne prêtent pas à confusion :

« Les dirigeants politiques ont en outre été amèrement contrariés par l'affaiblissement de l'autorité gouvernementale qui s'est produit dans les années 70. De nombreux groupes d'intérêt au sein des pays ont paru si divisés qu'il a été difficile, voire impossible, aux dirigeants politiques de parvenir à un accord général même sur les stratégies à mettre en oeuvre au niveau national... Le tableau global qui de dégageait à la fin des années 70 était celui d'une économie mondiale qui ressemble à un navire à la dérive. » Somme toute, la décennie 70 n'a pas été seulement une période d'instabilité au cours de laquelle se sont posés de graves problèmes économiques. Elle a marqué la fin d'une ère - une grande cassure dans l'histoire économique. Le « Vieil ordre économique mondial » s'est effondré. Les problèmes profonds qui se sont posés appellent des modifications structurelles (qui devront être fatalement mises en oeuvre), de sorte que la dernière partie du siècle sera manifestement très différente de tout ce que le monde a connu jusqu'ici. » (Bulletin du FMI, 14 janv. 80, p. 5).

Le « vieil ordre mondial » s'est effondré, nous dit avec lucidité le FMI, défenseur au plus haut niveau des intérêts du capital. Des modifications « structurelles » sont inévitables, enchaîne-t-il à contre-cœur ; elles « devront être *fatalement* mises en oeuvre ». Mais le nouvel ordre mondial qui remplacera le vieil ordre déchu ne pourra être capitaliste. Il ne pourra être fondé sur le moteur qu'est le profit. Un changement de fond en comble, un changement qualitatif, s'impose. Il ne suffit plus de remplacer des pièces de l'engrenage ; c'est la machine au complet qu'il faut remplacer, de sorte que « la dernière partie du siècle sera manifestement très différente de tout ce que le monde a connu jusqu'ici ».

“L’économie capitaliste en crise. Quelques éléments d’explication” (1980)

15. L'action politique des travailleurs est nécessaire

[Retour à la table des matières](#)

Dans la réalité de tous les jours, face à l'inflation, au chômage, aux mises à pied, aux attaques contre les droits démocratiques et les conditions de vie et de travail en général, une riposte syndicale sans relâche est nécessaire. Mais ces luttes sur le plan économique, essentielles à la défense de nos droits, ne peuvent trouver de solution définitive sur le seul terrain économique. La satisfaction pleine et entière de nos revendications, incompatible avec le régime du profit, exige un changement de régime. Elle pose la question du pouvoir, la question de l'action politique nécessaire à la conquête du pouvoir par les travailleurs, pour se débarrasser du capitalisme. Les travailleurs doivent combattre la classe possédante sur le terrain politique comme ils la combattent sur le terrain syndical. Cela exige qu'ils soient organisés politiquement, en toute indépendance, dans un parti à eux qu'ils auront eux-mêmes construit et qu'ils contrôleront, tout comme leurs adversaires le sont, dans leurs organisations politiques, les différents partis bourgeois grâce auxquels ils se maintiennent au pouvoir et perpétuent notre exploitation.

Louis Gill

Janvier 1980

Fin du texte.